

TIC-TAC HEBDO

Magazine du week-end – 9 Mai 2026

L'hebdomadaire d'informations et d'actualités du groupe de presse TIC-TAC, basé à Goma, au Nord-Kivu.

PRIX 2500 Fc

-Salongo à Goma : Journalistes et autorités plantent l'Arbre de la Presse

-Rutshuru : ÉPHREM KABASHA appelle à l'unité et à la bonne gouvernance

Groupe de Presse TIC-TAC 02, Avenue Bunia, Quartier Murara (derrière Instigo,) Goma, Nord-Kivu Tél. : +243 994 054 675 Email :stickrdc@gmail.com



Goma célèbre Bob Marley : les Rastafari portent un message de paix



CADECO étend ses services à Goma : Virunga et Katindo désormais opérationnels



****ÉDITORIAL : Reconstruire au milieu des incertitudes****

Pendant que les armes continuent parfois de rappeler la fragilité de notre région, d'autres signaux émergent sur le terrain et méritent d'être observés avec attention.

À Goma comme dans plusieurs entités du Nord-Kivu, les derniers jours ont offert des images contrastées, mais révélatrices d'une réalité complexe : celle d'une population qui continue de vivre, de s'organiser et de chercher des repères au milieu d'un contexte encore chargé d'incertitudes. Ce numéro de ****TIC-TAC Hebdo**** en témoigne.

D'un côté, les inquiétudes sécuritaires demeurent réelles. Les bombardements signalés dans certaines zones rappellent brutalement que la paix véritable reste encore un objectif à consolider et non une réalité définitivement acquise. Chaque victime civile est un rappel douloureux du prix humain des conflits qui continuent d'endeuiller notre région.

Mais parallèlement, un autre mouvement semble prendre forme : celui de la reconstruction du quotidien.

Le retour progressif de certains services bancaires avec l'expansion de la ****CADECO Banque****, les campagnes de sensibilisation menées dans plusieurs territoires, les initiatives communautaires de salubrité, la mobilisation autour de la protection de l'environnement, ou encore les appels à la cohésion sociale traduisent une volonté manifeste de remettre en marche la vie collective.

Le ****Salongo communautaire****, loin d'être un simple exercice de nettoyage, devient un symbole. Celui d'une population invitée à participer directement à la reconstruction de son environnement. La plantation de ****l'Arbre de la Presse****, aux côtés des autorités urbaines, envoie à elle seule un message fort : celui d'une presse qui ne se limite pas à observer, mais qui s'assume aussi comme acteur citoyen. Dans le même temps, les messages de sensibilisation adressés aux communautés, aux jeunes, aux leaders locaux ou encore aux

acteurs économiques montrent que la bataille qui se joue n'est pas uniquement militaire ou politique. Elle est aussi sociale, morale, environnementale et économique.

Une ville ne se reconstruit pas uniquement avec des institutions. Elle se reconstruit avec la confiance.

Confiance entre les citoyens.
Confiance entre les communautés.
Confiance dans les services.
Confiance dans la possibilité d'un avenir meilleur.

Cette confiance reste fragile. Elle ne peut survivre que si elle s'accompagne de justice, de discipline, d'écoute mutuelle et d'un engagement sincère en faveur de la protection des civils.

Car aucune dynamique de reconstruction ne peut durablement prospérer dans la peur.

Au moment où certains choisissent encore le langage de la confrontation, d'autres tentent visiblement d'ouvrir des espaces de dialogue, d'organisation et de participation citoyenne.

L'histoire jugera la solidité de ces initiatives.

Mais une certitude demeure : le Nord-Kivu ne pourra retrouver une stabilité durable que si la paix devient plus forte que les discours de division, plus concrète que les annonces, et plus protectrice que les armes.

****La Rédaction****

Goma célèbre la Journée du Rastafari dans une ambiance conviviale et un message de paix



La communauté Rastafari de Goma a célébré ce ****lundi 11 mai 2026**** la Journée du Rastafari dans une ambiance marquée par la convivialité, la fraternité et des appels à la paix, à l'unité ainsi qu'à la cohésion sociale.

Cette commémoration coïncide avec le ****45e anniversaire de la disparition de Bob Marley****, de son vrai nom ****Robert Nesta Marley****, figure emblématique du reggae mondial et l'un des symboles majeurs du mouvement Rastafari.

Pour honorer sa mémoire et perpétuer son héritage, les membres du mouvement se sont mobilisés dans la ville de Goma à travers plusieurs activités visant à transmettre le message de paix, d'unité et de vivre-ensemble associé à cette philosophie de vie.

Les festivités ont débuté par un rassemblement au ****Rond-point Rasta****, site symbolique situé non loin du port public de Goma, avant le lancement d'une caravane motorisée et pédestre à travers plusieurs grandes artères de la ville. Le parcours a notamment traversé le ****Rond-point Signers, BDGL-Birere, le Rond-point Instigo, Mutinga et Trois Lampes****, avant de s'achever à la

****Maison des Jeunes****, où un concert était prévu pour clôturer la journée.

S'exprimant avant le départ de la caravane, ****KAMBALE MUHANGURA Patient****, membre du mouvement Rastafari à Goma, s'est réjoui du bon déroulement de cette célébration.

Selon lui, cette journée représente bien plus qu'une simple commémoration artistique.

« Le mouvement Rastafari existe depuis plusieurs décennies et repose sur une foi, une philosophie de paix et une vision d'unité entre les peuples. Notre mission est de promouvoir la paix, l'amour et le respect mutuel. À Goma, nous participons également aux travaux communautaires aux côtés des autorités urbaines afin de contribuer à l'assainissement de notre ville, à la protection de l'environnement et à la promotion de la cohésion entre les communautés », a-t-il déclaré.

Le membre du mouvement a également regretté certains préjugés persistants contre les adeptes du Rastafari.

« Beaucoup continuent à penser qu'un Rasta

est forcément un délinquant ou une personne marginale. Cette perception est injuste. Notre philosophie repose sur des valeurs spirituelles, la paix et le respect des autres », a-t-il ajouté.

De son côté, ****KAKULE KASONGO Félicien, Secrétaire Provincial du Mouvement Rastafari au Nord-Kivu****, a souligné l'importance de cette date pour les membres du mouvement.

Pour lui, Bob Marley demeure une figure dont l'influence continue de traverser les générations.

« Nous célébrons cette journée pour poursuivre le message qu'il nous a légué. Son héritage est toujours vivant à Goma, où sa musique continue d'inspirer de nombreuses personnes. Bob Marley a su toucher des millions de cœurs à travers le monde, et son message reste d'actualité », a-t-il affirmé.

Profitant de cette tribune, le responsable provincial a également lancé un appel à la paix face aux conflits persistants dans l'Est de la République démocratique du Congo.

« Nous appelons toutes les parties impliquées dans les conflits à privilégier le dialogue et à rechercher ensemble des solutions favorables au retour durable de la paix », a-t-il plaidé.

Dans un message adressé aux familles, ****KAKULE KASONGO Félicien**** a enfin encouragé tous les parents, qu'ils soient membres ou non du mouvement, à investir dans l'éducation de leurs enfants.

« L'école demeure l'un des plus grands héritages que l'on puisse offrir à un enfant. C'est une priorité pour nous », a-t-il conclu.

À travers cette célébration, la communauté Rastafari de Goma a voulu rappeler que son mouvement se veut porteur d'un message de paix, d'unité et de responsabilité sociale, bien au-delà des stéréotypes qui lui sont parfois associés.

****Guellord RISASI****

Nyiragongo : DUNIA MUDERHWA Danny, Conservateur des Titres Immobiliers, serre la vis contre le morcellement anarchique des parcelles



Face à la multiplication des pratiques irrégulières dans le secteur foncier, les autorités de la circonscription foncière de Nyiragongo entendent désormais renforcer le contrôle. Le ****Conservateur des Titres Immobiliers de la Circonscription Foncière de Nyiragongo, DUNIA MUDERHWA Danny****, a réuni les commissionnaires œuvrant dans le domaine du morcellement des parcelles et des concessions foncières pour une séance de sensibilisation destinée à rappeler les règles en vigueur et à mettre fin aux dérives qui exposent de nombreux citoyens à des acquisitions juridiquement fragiles.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de l'application des orientations issues de l'arrêté du Gouverneur de province signé le 28 novembre 2025, ainsi que dans la volonté des services compétents de mieux sensibiliser la population sur l'importance de sécuriser légalement les biens immobiliers par des documents reconnus par l'État.

Au cours de cet échange, le conservateur des titres immobiliers a exprimé sa vive préoccupation face à certaines pratiques observées sur le terrain, notamment la vente de parcelles morcelées dans des dimensions qui ne respecteraient pas les normes foncières et cadastrales applicables.

Selon lui, plusieurs citoyens engagent leurs économies dans l'achat de parcelles sans être suffisamment informés des exigences administratives et juridiques liées à la sécurisation de leur bien.

« Si nous avons tenu à échanger avec les commissionnaires, c'est parce qu'ils se retrouvent au cœur de nombreuses opérations foncières et que certaines pratiques observées risquent de créer de sérieux problèmes à l'avenir. Nous constatons notamment la commercialisation de parcelles de dimensions très réduites qui peuvent exposer les acquéreurs à des difficultés de régularisation. Il est important que la population soit correctement informée avant tout achat », a déclaré ****DUNIA MUDERHWA Danny****.

Le ****Responsable de la Circonscription Foncière**** rappelle que tout morcellement doit s'effectuer dans le strict respect des normes foncières et cadastrales prévues par la loi, afin d'éviter les conflits de limites, les doubles ventes et les contestations qui deviennent fréquentes dans certaines zones à forte pression foncière.

Il a également insisté sur une confusion fréquente au sein de la population concernant les documents considérés comme preuves de propriété ou de jouissance.

Selon les explications fournies lors de cette séance, les documents reconnus pour la protection juridique d'une parcelle comprennent notamment le ****Contrat de Location**** pour l'usage résidentiel, le ****Contrat d'Occupation Provisoire**** pour les activités agricoles ou agro-pastorales, le ****Certificat d'Enregistrement Perpétuel**** pour les propriétés bâties conformément aux dispositions en vigueur, ainsi que le ****Certificat d'Emphytéose**** dans le cadre des concessions concernées.

En revanche, le conservateur a tenu à clarifier que l'****Acte de Cession établi entre particuliers**** ne constitue pas, à lui seul, un document officiel de jouissance reconnu par l'État. Il s'agit, selon lui, d'un engagement entre personnes privées qui ne remplace pas les formalités légales exigées auprès des services compétents

du cadastre et des titres immobiliers.

« Beaucoup de citoyens pensent être en sécurité simplement parce qu'ils détiennent un acte signé entre vendeur et acheteur. Pourtant, la sécurisation réelle d'un bien passe par les documents légalement reconnus et délivrés conformément aux procédures établies », a-t-il souligné.

Autre question abordée au cours de cette rencontre : celle de la non-reconduction tacite de certains contrats fonciers. À ce sujet, le conservateur a expliqué que certaines parcelles attribuées dans le cadre de contrats à durée déterminée restent parfois pendant plusieurs années sans mise en valeur effective ni renouvellement régulier des documents, créant ainsi des situations d'insécurité juridique qui compliquent la gestion du patrimoine foncier.

Au-delà du rappel administratif, cette démarche traduit une volonté manifeste des autorités foncières de prévenir une aggravation du désordre foncier dans le territoire de Nyiragongo, où la forte pression démographique et la recherche de terrains favorisent parfois des transactions rapides menées sans encadrement suffisant.

Dans un contexte où la terre représente souvent le fruit de longues années d'efforts pour de nombreuses familles, la sécurisation foncière demeure un enjeu majeur de stabilité sociale, de protection des investissements privés et de prévention des conflits.

Les participants à cette séance de sensibilisation se sont dits satisfaits des clarifications apportées et se sont engagés à relayer ces informations auprès de leurs différentes bases afin de contribuer à une meilleure sensibilisation de la population.

Les autorités foncières laissent désormais entendre qu'au-delà de la sensibilisation, des mesures plus fermes pourraient être envisagées contre les pratiques contraires aux normes établies.

****Marty Dacruz OLEMBBA****



CPM-NK : De la liberté de la presse à la citoyenneté active, une semaine fondatrice pour les médias du Nord-Kivu



En l'espace de quelques jours seulement, les professionnels des médias du Nord-Kivu ont posé des actes qui pourraient durablement marquer l'histoire récente du secteur médiatique provincial. Entre célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, dialogue institutionnel avec les autorités et engagement concret dans des travaux communautaires, le Collectif des Professionnels des Médias du Nord-Kivu (CPM-NK) a envoyé un signal fort : celui d'une corporation qui refuse désormais d'être réduite au simple rôle de spectateur de la vie publique.

Cette dynamique, qui s'est déployée entre le 3 et le 9 mai 2026 à Goma, illustre une volonté assumée de repositionner le journaliste comme acteur de cohésion sociale, partenaire du dialogue et citoyen engagé dans la transformation concrète de son environnement.

Une sortie officielle placée sous le signe de l'unité

Le 3 mai 2026, alors que le monde célébrait la Journée mondiale de la liberté de la presse, le CPM-NK a choisi de faire une entrée publique originale, loin des formats traditionnels de simples conférences ou déclarations protocolaires.

Pour cette première grande apparition officielle, le collectif a privilégié un symbole universel : le sport.

Un match amical a ainsi opposé les professionnels des médias du secteur public à ceux du secteur privé dans une ambiance fraternelle, détendue mais profondément significative.

Dans une province où les réalités sécuritaires, politiques et économiques exercent une pression constante sur le travail journalistique, cette rencontre sportive a représenté bien plus qu'un simple moment de détente.

Elle a incarné une volonté claire de

dépassement des clivages internes, de rapprochement entre confrères, et de construction d'un esprit collectif plus fort.

Le secteur médiatique nord-kivutien, bien que dynamique, reste confronté à de nombreux défis : précarité économique de plusieurs médias, insuffisance de mécanismes de protection sociale pour les journalistes, difficultés d'accès à l'information, contraintes sécuritaires et parfois absence d'un cadre de coordination réellement structuré.

Dans ce contexte, voir les journalistes publics et privés partager le même terrain, dans un esprit d'unité, constituait déjà un message en soi.

Le CPM-NK semble vouloir affirmer une nouvelle philosophie : avant de revendiquer auprès des autres, il faut d'abord construire la cohésion en interne.

Un moment d'échanges pour penser l'avenir du métier

Après cette activité sportive, les participants se sont retrouvés autour d'un cadre d'échanges et de partage.

Ce moment a permis d'aborder plusieurs préoccupations liées à l'avenir du métier dans le contexte actuel.

La profession journalistique traverse une phase de mutation profonde.

Les nouvelles réalités sécuritaires, les transformations numériques, la fragilité économique des entreprises médiatiques et l'évolution des attentes du public obligent les professionnels à repenser leurs méthodes, leurs priorités et leurs mécanismes d'organisation.

Ces échanges ont aussi permis de





rappeler que la liberté de la presse ne se limite pas uniquement au droit d'informer.

Elle implique aussi responsabilité, rigueur, éthique, professionnalisme et solidarité.

Dans un environnement sensible, le journaliste reste un acteur central de stabilisation ou, au contraire, de tension selon la manière dont il exerce sa mission.

C'est cette conscience collective que le CPM-NK semble vouloir renforcer.

Une rencontre institutionnelle stratégique avec les autorités de l'AFC/M23

Le vendredi 8 mai 2026, une délégation du Collectif des Professionnels des Médias du Nord-Kivu a été reçue par les autorités de l'AFC/M23 à Goma.

Cette rencontre revêt une importance particulière dans le contexte actuel.

Au-delà de son caractère protocolaire, elle a constitué un espace de dialogue direct entre des responsables du mouvement et une corporation dont le rôle reste central dans la circulation de l'information, la perception publique des événements et le maintien du lien entre les populations et les institutions.

Pour les professionnels des médias, cette rencontre était aussi l'occasion de présenter un état des lieux réaliste du secteur médiatique local.

Un secteur qui continue d'exercer malgré les bouleversements imposés par les mutations du contexte politique et sécuritaire.

Les discussions ont permis d'aborder les défis du métier, la nécessité d'un climat favorable à l'exercice responsable du journalisme, ainsi que les attentes mutuelles entre autorités et acteurs médiatiques.

Au-delà des échanges institutionnels, cette rencontre semble avoir permis une meilleure compréhension réciproque.

Dans des contextes complexes, l'absence de dialogue nourrit souvent incompréhensions et méfiances.

L'ouverture d'un canal d'écoute directe représente donc un signal positif pour de nombreux observateurs.

Du discours à l'action : les médias dans les travaux communautaires

Mais c'est probablement le samedi 9 mai que le message le plus fort a été envoyé à la population.

En prenant part aux travaux communautaires organisés dans la ville, les professionnels des médias ont choisi de démontrer que leur engagement citoyen ne se limite pas aux colonnes des journaux, aux plateaux radios ou aux écrans de télévision.

Ils ont voulu agir concrètement.

Cette participation citoyenne a pris une dimension encore plus symbolique lorsque le maire de la ville de Goma, Désire Kisuba, a officiellement confié aux professionnels des médias une responsabilité spécifique : l'entretien et la valorisation de l'axe allant du rond-point Signers jusqu'au rond-point Trois Lampes.

Un geste hautement symbolique.

Car cette responsabilisation transforme le rôle du journaliste.

Elle fait de lui non seulement un témoin de la vie urbaine, mais aussi un acteur direct de sa préservation.

Cette initiative pourrait créer un précédent inspirant pour d'autres corps professionnels.

Car la reconstruction d'une ville ne repose pas uniquement sur les institutions.

Elle exige aussi l'implication active des forces vives.

Une nouvelle image du journaliste nord-kivutien

À travers cette séquence, une nouvelle image semble émerger.

Celle d'un journaliste qui informe, mais qui s'implique aussi.

D'un professionnel qui analyse, mais qui participe également à la cohésion sociale.

D'un acteur qui documente les réalités, tout en contribuant à améliorer son environnement immédiat.

Le CPM-NK semble vouloir inscrire cette vision dans la durée.

Et si cette dynamique se consolide, elle pourrait contribuer à renforcer la crédibilité sociale des médias auprès du public.

Dans une époque marquée par la désinformation, les tensions et la méfiance généralisée envers de nombreuses institutions, cette proximité citoyenne pourrait devenir un puissant levier de reconstruction du lien de confiance.

Une semaine fondatrice

Entre unité professionnelle, dialogue institutionnel et engagement communautaire, la semaine écoulée pourrait être perçue comme un moment fondateur pour le Collectif des Professionnels des Médias du Nord-Kivu.

Plus qu'une série d'activités, elle raconte une orientation.

Celle d'une presse qui cherche à se réinventer.

Une presse qui ne se limite plus à relater l'histoire, mais qui souhaite aussi contribuer à l'écrire.

****Par la Rédaction – TIC-TAC HEBDO****



Campagne de Sensibilisation et de Mobilisation dans les Zones sous Administration de l’AFC/M23 : Juvénal NSHIMIYIMANA RUKUNDO au four et au moulin



À peine nommé **Maire Adjoint de la Ville de Goma** par les autorités de l’**Alliance Fleuve Congo / Mouvement du 23 Mars (AFC/M23)**, **Juvénal NSHIMIYIMANA RUKUNDO** s’est immédiatement engagé dans une vaste campagne de sensibilisation et de mobilisation populaire à travers différents quartiers de la ville, avec pour objectif de rapprocher les autorités de la population, renforcer le message idéologique du mouvement et encourager la vigilance citoyenne dans le contexte sécuritaire actuel.

Cette série de descentes de terrain traduit la volonté des nouvelles autorités urbaines d’établir un contact direct avec les habitants, d’écouter leurs préoccupations et de diffuser les orientations politiques et sécuritaires de l’administration en place.

Étape de Mabanga Sud : appel à l’unité et mise en garde contre la justice populaire
 La première étape de cette campagne a conduit le Maire Adjoint au quartier **Mabanga**

Sud**, où il s’est adressé à une foule réunie pour l’occasion. Dans son intervention, **Juvénal NSHIMIYIMANA RUKUNDO** a insisté sur la nécessité de promouvoir l’amour du prochain, la cohésion sociale et la cohabitation pacifique entre toutes les communautés vivant à Goma, estimant que les divisions communautaires constituent l’un des facteurs ayant fragilisé le vivre-ensemble.

L’autorité urbaine a particulièrement dénoncé les discours de division identitaire et appelé la population à ne pas céder aux manipulations susceptibles de raviver les tensions entre communautés.

Un autre point majeur de son intervention a concerné le phénomène communément qualifié de “vol de sexe”, régulièrement à l’origine de scènes de panique et parfois de justice populaire.
 Face à cette situation, le Maire Adjoint a annoncé une position de fermeté.

Selon lui, toute personne impliquée dans des actes de violence liés à ce type d’accusations, qu’il s’agisse d’auteurs présumés, de personnes ayant participé aux agressions, de ceux ayant filmé les scènes ou même de personnes ayant assisté passivement sans intervenir, pourrait faire l’objet de poursuites judiciaires.

Pour les autorités municipales, ce phénomène représente un danger réel pour l’ordre public en raison des débordements qu’il peut provoquer.

Cap sur Bujovu : vigilance sécuritaire et message politique
 Poursuivant sa mission d’itinérance, **Juvénal NSHIMIYIMANA RUKUNDO** s’est ensuite

rendu au quartier **Bujovu**, dans la commune de Karisimbi, où il a poursuivi son exercice de sensibilisation et de mobilisation communautaire.

Devant la population de cette partie nord de la ville, le Maire Adjoint a invité les habitants à faire preuve de vigilance face au contexte sécuritaire qu’il a qualifié de fragile.

Il a accusé les autorités de Kinshasa de poursuivre, selon ses propos, des actions hostiles malgré les engagements de cessez-le-feu évoqués dans le cadre des discussions internationales, tout en dénonçant ce qu’il présente comme des campagnes de désinformation.

Selon lui, l’objectif affiché par l’AFC/M23 demeure la protection des populations civiles vivant dans les zones sous son administration.

Dans un discours fortement mobilisateur, il a affirmé que cette présence de proximité visait également à évaluer les préoccupations réelles de la population et à maintenir le lien entre les autorités et les citoyens.

Cette tournée intervient dans un contexte où les nouvelles autorités cherchent visiblement à consolider leur ancrage administratif et politique à Goma à travers une présence régulière sur le terrain et un contact direct avec les communautés.

Par cette démarche, **Juvénal NSHIMIYIMANA RUKUNDO** apparaît comme l’un des visages les plus actifs de la nouvelle administration urbaine, multipliant les messages de sensibilisation, de mobilisation et de prévention à destination de la population.

Marty Dacruz OLEMBA

Rutshuru : ÉPHREM KABASHA appelle les Chefs Coutumiers à lutter contre la corruption et les divisions communautaires



Dans l’objectif de consolider les acquis sécuritaires et sociaux enregistrés dans le territoire de Rutshuru depuis le changement de contrôle administratif dans la zone, les autorités territoriales multiplient les appels à la cohésion sociale, à la bonne gouvernance locale et à la responsabilité communautaire.

C’est dans cette dynamique que **l’Administrateur du Territoire de Rutshuru, ÉPHREM KABASHA**, a récemment tenu une réunion avec les

chefs coutumiers de la localité de **Busanza**, située dans la **Chefferie de Bwisha**, afin d’échanger sur les défis liés à la stabilité sociale, à l’unité communautaire et à la gouvernance locale.

Au cours de cette rencontre, l’autorité territoriale a insisté sur la nécessité pour les leaders coutumiers de jouer pleinement leur rôle dans la préservation de la paix, la promotion de la cohabitation pacifique entre les différentes communautés ainsi que dans la lutte contre les pratiques de division et de manipulation susceptibles de fragiliser la stabilité retrouvée dans cette partie du territoire.

Selon l’Administrateur du Territoire, les chefs coutumiers demeurent des acteurs clés dans la sensibilisation des populations et dans la prévention des tensions sociales, particulièrement dans un contexte où la cohésion communautaire reste un enjeu majeur pour le retour durable à la stabilité.

Au-delà des questions sécuritaires, **ÉPHREM KABASHA** a également réaffirmé la volonté de l’administration territoriale d’accompagner les initiatives locales orientées vers le développement

communautaire, l’amélioration des conditions de vie des populations ainsi que la promotion de l’entrepreneuriat local, avec un accent particulier sur l’autonomisation des femmes.

Lors de son passage dans la localité de **Kitagoma**, l’autorité territoriale a salué les efforts consentis par les femmes de cette entité, qu’il a présentées comme des actrices importantes du dynamisme économique local.

Il a souligné leur contribution dans le soutien aux ménages, l’amélioration du bien-être familial et le renforcement progressif de l’économie communautaire à travers diverses initiatives génératrices de revenus.

À travers ces différentes descentes de terrain, l’administration territoriale de Rutshuru affiche sa volonté de maintenir un dialogue permanent avec les communautés locales et leurs leaders traditionnels, considérés comme des relais essentiels dans la consolidation de la paix, de la cohésion sociale et du développement.

Anselme SYANGOMA

Nord-Kivu : L'AFC/M23 condamne le bombardement de Mushaki et réclame des enquêtes indépendantes



La cité de **Mushaki**, située dans le territoire de **Masisi**, à plus de 40 kilomètres à l'ouest de **Goma**, a été frappée par une attaque meurtrière aux drones le **vendredi 8 mai 2026**, provoquant une vive émotion dans la région ainsi que de nombreuses réactions sur le plan international.

Selon plusieurs sources concordantes, dont le porte-parole de l'**AFC/M23**, **LAWRENCE KANYUKA**, ainsi que des témoins locaux, des frappes attribuées aux **Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC)** auraient visé le marché central ainsi que des zones résidentielles densément peuplées de cette localité actuellement sous contrôle de l'**AFC/M23**.

Le bilan provisoire fait état d'**au moins vingt civils tués** et de plusieurs blessés, certains

dans un état critique. Après cette attaque, plusieurs victimes auraient été évacuées vers différentes structures sanitaires de **Goma** pour une prise en charge médicale.

Dans un communiqué publié à la suite de l'incident, l'**AFC/M23** accuse le régime de **Kinshasa** d'avoir délibérément ciblé des populations civiles, qualifiant cette frappe de **violation grave des engagements de cessez-le-feu** ainsi que de possible **crime de guerre**.

Le Coordonnateur Politique de l'**AFC/M23**, **CORNEILLE NANGAA**, a fermement condamné ce qu'il a décrit comme des attaques visant des « **Congolais innocents** », affirmant que les faits auraient été documentés.

Au-delà des réactions locales, l'incident a

suscité des prises de position sur le plan international.

Les **États-Unis** ont réagi en condamnant la frappe de drone sur Mushaki ainsi que d'autres violences signalées près d'**Uvira**, au **Sud-Kivu**, appelant l'ensemble des parties impliquées à faire preuve de retenue, à respecter les mécanismes de cessez-le-feu et à garantir la protection des populations civiles.

Washington a également réaffirmé son soutien aux efforts diplomatiques en cours, tout en insistant sur la nécessité d'établir les responsabilités à travers des mécanismes d'enquête crédibles et indépendants.

De son côté, la **MONUSCO** a exprimé sa profonde préoccupation face à cette nouvelle vague de violences touchant des populations civiles, rappelant l'importance du respect du droit international humanitaire.

Sur le terrain, la situation demeure particulièrement tendue, plusieurs observateurs craignant une détérioration supplémentaire du climat sécuritaire dans une région déjà fragilisée par des mois de confrontation armée.

Alors que les appels à la retenue se multiplient, de nombreuses voix réclament désormais que toute la lumière soit faite sur les circonstances exactes de cette frappe, afin d'éviter que de nouvelles tragédies similaires ne viennent aggraver davantage la souffrance des populations civiles.

Anselme SYANGOMA

Goma : Journalistes et Autorités Urbaines unis autour du Salongo et de l'Arbre de la Presse

Les professionnels des médias du Nord-Kivu, réunis au sein du **Collectif des Professionnels des Médias (CPM-NK)**, ont pris part ce **samedi 11 mai 2026** aux travaux communautaires de **Salongo** organisés dans la ville de Goma aux côtés des autorités urbaines, dans une dynamique de salubrité publique et de protection de l'environnement.

Sur le tronçon reliant le **Rond-point Signers** au **Rond-point Trois Lampes**, espace désormais confié à la responsabilité des professionnels des médias dans le cadre de leur engagement citoyen, journalistes et autorités ont procédé ensemble aux travaux d'assainissement, réaffirmant ainsi leur volonté commune de contribuer à l'amélioration du cadre de vie des habitants de Goma.

L'un des moments les plus symboliques de cette journée a été la plantation de **l'Arbre de la Presse** par le **Maire de la Ville de Goma**, **DÉSIRÉ NGABO**, entouré des représentants du **Collectif des Professionnels des Médias**, ainsi que de la **Bourgmestre de la Commune de Goma**, **HÉLÈNE MUKADISI**.

À travers ce geste, les participants ont voulu



marquer l'attachement de la presse à son rôle citoyen, tout en portant un message de paix, de responsabilité collective et de préservation de l'environnement.

Les responsables du collectif ont salué cette initiative qu'ils considèrent comme un symbole fort de reconnaissance du rôle des médias dans la vie de la cité, tout en réaffirmant leur disponibilité à accompagner les actions communautaires d'intérêt public.

Cette journée de Salongo s'est clôturée par un moment d'échanges entre autorités urbaines et professionnels des médias, dans un esprit de convivialité et d'engagement commun pour une ville de Goma plus propre, plus verte et plus responsable.

Awa Jean De Dieu

Goma Economie : La CADECO Banque ouvre deux nouveaux guichets à Virunga et Katindo



La **CADECO Banque** poursuit son expansion dans la ville de Goma avec l'ouverture officielle, ce **lundi 11 mai 2026**, de deux nouveaux guichets situés à **Virunga** et **Katindo**, renforçant ainsi l'accès aux services financiers de proximité pour la population et les opérateurs économiques.

La cérémonie de réouverture a réuni plusieurs autorités politico-administratives sous administration de l'**AFC/M23**, ainsi que des opérateurs économiques membres de la **Fédération des Entreprises du Congo (FEC)**.

Représentant le **Gouverneur du Nord-Kivu, BAHATI MUSANGA ERASTO**, le responsable en charge de l'**Économie, des Finances et du Développement, CHADRACK AMANI BAHATI**, a procédé à la coupure symbolique du ruban marquant la relance officielle des activités bancaires dans ces deux nouveaux points de service.

Dans son intervention, il a présenté cette réouverture comme un signal encourageant pour la reprise économique locale.

Selon lui, l'extension des services de la

CADECO Banque traduit un retour progressif de la confiance, de la stabilité économique ainsi qu'un rapprochement des services financiers avec la population.

L'autorité provinciale a également encouragé l'institution bancaire à accompagner davantage les petits commerçants, les marchés locaux ainsi que les acteurs économiques de proximité, notamment à travers l'épargne et l'accès au crédit.

Prenant la parole à son tour, le **Directeur Général de la CADECO Banque, DUSABE SANGANO Javan**, a expliqué que cette extension s'inscrit dans une logique de proximité visant à rapprocher davantage les services bancaires des usagers.

Il a précisé que la banque offre plusieurs services, notamment **l'épargne, le change de devises, les transferts bancaires nationaux et internationaux** ainsi que l'octroi de crédits à des conditions qu'il a présentées comme **avantageuses**.

Autre annonce importante faite à cette occasion : la possibilité désormais pour certains opérateurs économiques et commerçants d'effectuer le paiement de leurs

impôts et taxes via la **CADECO Banque**, une mesure qui devrait faciliter davantage les opérations financières locales.

Pour sa part, le **Président du Conseil d'Administration de la CADECO Banque, KABASHA AMANI Rigobert**, a indiqué que l'institution revendique actuellement plus de **1 300 comptes ouverts**, avec des résultats financiers qu'il a jugés encourageants.

Profitant de cette tribune, il a invité la population ainsi que les opérateurs économiques encore hésitants à rejoindre cette institution bancaire, affirmant que l'ouverture de comptes se poursuit.

Pour rappel, les activités de la **CADECO Banque** avaient repris à **Goma le 5 avril 2025**, et le processus d'expansion devrait se poursuivre dans d'autres zones, notamment **Rutshuru, Masisi, Lubero et Minova**.

Cette nouvelle extension confirme la volonté de la banque de renforcer progressivement sa présence dans la région et de participer à la relance des activités économiques locales.

Guellord RISASI

